

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA SOMME
(DEUXIEME CIRCONSCRIPTION)

ELECTIONS LEGISLATIVES du 5 MARS 1967

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices, Electeurs,

Depuis neuf années, nous subissons la politique du grand capital. Le Président du Conseil et plusieurs ministres sont banquiers ou membres des Conseils d'Administration des grosses sociétés capitalistes.

Tous ces hommes servent les intérêts égoïstes d'une infime minorité, au détriment de vos intérêts les plus légitimes.

Aujourd'hui, les candidats gaullistes vous font les mêmes promesses qu'en 1962. Or, nous pouvons juger les faits : Monsieur HEITZ, inconditionnel, a voté toutes les mesures anti-sociales du Pouvoir.

Il n'est pas très apprécié dans sa circonscription. Sentant sa perte d'audience, l'Etat-Major U.N.R. n'a pas hésité. Il l'a écarté pour mettre à sa place Monsieur MASSOUBRE.

HEITZ - MASSOUBRE ou MASSOUBRE - HEITZ c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

On change de cavalier, mais pas de monture.

Candidat Ve République, « dénué d'esprit partisan », M. MASSOUBRE n'est partisan que de la politique gaulliste.

Monsieur COMYN, quant à lui, ne présente pas plus de garantie. Le Centre Démocrate qu'il représente s'accommode fort bien du gaullisme. Sous couvert du Centre se camouflent des réactionnaires qui n'ont comme seul objectif que la poursuite de la même politique anti-sociale. Ils l'ont montré à l'Assemblée Nationale en soutenant le plus souvent la politique gaulliste.

Cette politique, vous la connaissez.

La production industrielle a augmenté de 60 % depuis 1957, la productivité de 50 %.

Chaque salarié produit aujourd'hui en 40 heures autant qu'en 60 heures en 1957.

Cependant, le pouvoir d'achat de la plupart des salariés stagne, et, même pour certaines catégories défavorisées, régresse.

Quatre millions et demi de salariés gagnent moins de 600 francs par mois.

Dans la Somme, les statistiques officielles montrent qu'en 1963, la moyenne mensuelle des salariés **N'ETAIT QUE DE 530 FRANCS.** De nombreux ouvriers ne les gagnent pas encore actuellement.

Pourtant, ce sont les travailleurs français qui ont la plus longue semaine de travail de tous les pays d'Europe.

Pourtant, le Pouvoir s'oppose à l'abaissement de l'âge de la retraite.

NOS VIEUX PAPAS, NOS VIEILLES MAMANS, après une existence de labeur, terminent leurs jours au bord de la misère avec des retraites maintenues à un niveau anormalement bas.

Le Régime se montre incapable d'assurer l'avenir de la Jeunesse.

Nombreux sont les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi à la sortie de l'école et souvent, les plus de 40 ans se voient fermer les portes.

Le Vme Plan gaulliste ruine et exproprie la paysannerie laborieuse.

Dans notre département, depuis 1957, on compte déjà 4.850 exploitations agricoles de moins. Or, le plan gaulliste prévoit que plus du tiers des exploitations restantes disparaîtront avant 1985.

La concentration menace également **ARTISANS** et **COMMERÇANTS.**

La population laborieuse paye la plus grosse part de l'impôt.

Elle supporte, en fait, sous forme d'impôts directs ou indirects, 85 % de la charge fiscale de l'Etat. Le nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu a plus que doublé depuis 1958.

En revanche, la part des sociétés capitalistes n'est que de 8 %.

LES DIFFICULTES S'ACCROISSENT. LES FEMMES, TOUT PARTICULIEREMENT, SONT A MÊME DE LE CONSTATER.

Pour les salariés de toutes catégories : Ouvriers, Techniciens, Cadres, la **POLITIQUE DE CONCENTRATION CAPITALISTE SIGNIFIE** réductions d'horaires et de salaires, licenciements, déclassement et chômage.

C'est le cas à MOREUIL, MONTDIDIER, VILLERS-BRETONNEUX, CORBIE, etc...

LE Ve PLAN PREVOIT 610.000 CHOMEURS pour 1970.

Le Gouvernement ignore les revendications des **ANCIENS COMBATTANTS** et porte atteinte aux droits acquis.

La réforme administrative met en cause les libertés fondamentales des communes,

à qui l'Etat réduit, par ailleurs, les **subventions.**

Le Pouvoir sacrifie l'équipement social du pays, l'éducation nationale, à la ruineuse et inutile force de frappe.

Nous sommes loin de l'optimisme béat des ministres et des candidats de l'U. N. R., dont MM. MASSOUBRE et HEITZ, qui disent tous les jours : « Tout va bien ».

EN FINIR AVEC LE POUVOIR PERSONNEL

Le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**, dès 1958, a combattu le pouvoir personnel. Il propose de lui substituer un régime nouveau, qui, dans la stabilité, œuvrerait à l'accroissement continu du bien-être de tous ceux qui vivent du fruit de leur travail.

Dans ce but, il a élaboré un programme de démocratie véritable, d'expansion économique, de progrès social, d'indépendance nationale et de paix.

Ce programme a été présenté à différentes reprises. Il est réaliste.

IL EST POSSIBLE d'augmenter les salaires, traitements, retraites et pensions, de consacrer plus au logement, aux hôpitaux, à l'Enseignement, à l'équipement rural et urbain, d'accorder une juste rémunération du travail paysan, d'aider la coopération agricole sous toutes ses formes, à condition de prélever sur les superprofits capitalistes, de nationaliser les grands monopoles, de réaliser une réforme fiscale démocratique, de supprimer nombre de dépenses improductives, et, en premier lieu, la force de frappe, ce qui suppose une politique de paix et de coexistence pacifique.

La stabilité du nouveau régime serait fondée sur l'entente des partis démocratiques autour d'un programme commun de gouvernement, et sur le soutien actif de la population.

SUPPLÉANT



Maxime GREMETZ

Secrétaire fédéral

VOTER Georges PELLERIN DÈS LE 1er TOUR, C'EST SOUTENIR LES EFFORTS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS POUR L'UNION DES FORCES DE GAUCHE

Pour aboutir à cette union, le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** n'a ménagé aucun effort. L'accord conclu avec la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste est un pas important dans cette voie. Il doit permettre de porter un coup sérieux au pouvoir gaulliste.

Pour appuyer sa politique d'union, pour renforcer son action au Parlement, il est donc important que le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** gagne des voix et des sièges. La présence de nombreux députés communistes est la meilleure garantie que les intérêts des travailleurs seront bien défendus.

Il faut assurer la relève démocratique du gaullisme.

Mais nous ne voulons pas d'un simple retour au passé, qui n'apporterait que de nouvelles désillusions.

L'expérience l'a montré :

IL N'Y A PAS EN FRANCE DE GAUCHE VERITABLE NI DE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL ET DE PAIX, SANS LES COMMUNISTES.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS, le 5 Mars...

Votez Georges PELLERIN

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Pour l'UNION DES FORCES DE GAUCHE et DÉMOCRATIQUES

Remplaçant éventuel : Maxime GREMETZ

Vu : le Candidat

CARRE - FRESSENNEVILLE (SOMME)